

Éclairage : Les éclairages comportementaux

Les éclairages comportementaux ont pour objet d'améliorer le bien-être des citoyens et des consommateurs grâce à des politiques et à des textes conçus à la lumière d'études axées sur l'expérimentation et l'observation. Dans le cadre des éclairages comportementaux, on adopte une démarche fondée sur des données probantes en matière d'action publique, en testant de façon empirique différentes démarches de résolution des problèmes avant d'envisager leur mise en œuvre. Cette approche, qui mêle des stratégies économiques traditionnelles et des éclairages tirés de la psychologie, des sciences cognitives et des autres sciences sociales, permet de repérer des schémas de comportement qui remettent en question les idées reçues sur les comportements dits rationnels.

Les éclairages comportementaux sont en train de gagner en popularité auprès des pouvoirs publics en tant qu'outils permettant de créer de nouvelles solutions relativement simples et particulièrement efficaces. Les éclairages comportementaux permettent d'aborder de front les biais comportementaux qui empêchent souvent l'action publique de déboucher sur le résultat escompté. On commence à réfléchir à l'utilisation qui pourrait être faite de cette méthode non plus au niveau des individus, mais à celui des organisations, afin de permettre aux pouvoirs publics d'influencer de façon efficace, par exemple, des secteurs réglementés et des entités publiques ou privées. Dans le cadre d'une enquête inédite menée à bien en 2017, l'OCDE a cartographié le recours aux éclairages comportementaux dans le monde entier et au sein d'un certain nombre de secteurs, y compris ceux de la protection des consommateurs, de l'éducation, de l'énergie, de l'environnement, de la finance, de la santé et de la sécurité, de l'emploi, de la prestation des services publics, de la fiscalité et des télécommunications. Les résultats de cette enquête montrent que les éclairages comportementaux ne sont plus considérés comme relevant de l'effet de mode, et qu'ils semblent s'être durablement imposés dans de nombreux pays. De plus, ils semblent encore receler du potentiel, au-delà de leur périmètre d'application actuel. Ils semblent n'être utilisés que par intermittence, et essentiellement aux stades de la conception ou de la mise en œuvre d'une nouvelle politique, plutôt qu'au stade initial de recherche et de diagnostic. Cela signifie qu'ils sont appliqués alors que la politique est déjà en place, pour affiner sa mise en œuvre et favoriser son respect. La prochaine étape consisterait à prendre en compte les éclairages comportementaux plus tôt dans la conception des politiques, et lors de leur évaluation.

L'évaluation des résultats d'expérimentation constitue une autre piste d'avenir pour les éclairages comportementaux. Une bonne méthode scientifique implique une évaluation des résultats et des incidences, surtout lorsqu'il s'agit de formuler des hypothèses sur ce qui fonctionne ou non. Or, les résultats de l'enquête montrent qu'il n'y a eu d'évaluation que dans 36 % des cas ; dans 30 % des cas, aucune évaluation n'a été réalisée, et on peut penser qu'il en va de même pour une partie des 34 % de non-réponses. Cela semble montrer qu'il s'agit d'un domaine à développer, car cette évaluation insuffisante peut peser sur l'efficacité du recours aux éclairages comportementaux.

Sur le plan de la transparence, les résultats sont mitigés. Selon les réponses à l'enquête, 50 % des études de cas étaient publiées, le plus souvent sous forme de rapport officiel ou institutionnel ou, pour le reste, en ligne – fréquemment par un cabinet de conseil, une institution internationale ou un partenaire non gouvernemental – ou au sein de revues scientifiques et de documents de travail. Les 50 % d'études de cas non publiées se répartissaient de la façon suivante : 9 % d'études de cas uniquement diffusées dans le cadre de documents internes, et 41 % de non-réponses, ce qui pourrait signifier, dans certains cas, que les résultats n'avaient pas encore été publiés.

Les pouvoirs publics continuant de faire un usage croissant des éclairages comportementaux, il est de plus en plus important de diffuser les conclusions des expériences menées en la matière. Une publication régulière des résultats peut présenter deux avantages : elle peut permettre d'aborder les questions d'ordre éthique soulevées par l'utilisation des éclairages comportementaux par des organes publics, et elle peut permettre de veiller à ce que ces derniers continuent de respecter, en la matière, des exigences strictes.

Méthodologie et définitions

Les données présentées proviennent de l'enquête sur les études de cas en matière d'éclairages comportementaux réalisée par l'OCDE en 2016. Dans le cadre de cette enquête, on a interrogé des délégués auprès de l'OCDE ainsi que des réseaux d'universitaires et de professionnels, afin de refléter à la fois la diversité des applications des éclairages comportementaux et la situation actuelle dans l'ensemble des pays et des secteurs. Un total de cinquante-neuf institutions – entités issues des 22 pays membres et partenaires de l'OCDE, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Banque mondiale – ont répondu à l'enquête. On trouvera un complément d'information sur l'enquête et sur les travaux relatifs aux éclairages comportementaux à l'adresse www.oecd.org/gov/regulatory-policy/behavioural-insights.htm.

Pour en savoir plus

OCDE (2017), *Behavioural Insights and Public Policy: Lessons from around the World*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264270480-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données pour Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

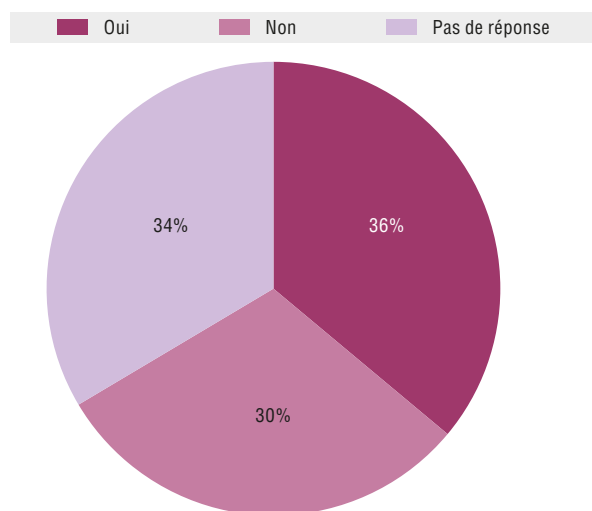
8.8. Proportion d'entités publiques recourant « au moins parfois » aux éclairages comportementaux, selon le stade de l'action publique (2016)

	Recherche/diagnostic	Conception	Mise en œuvre
Allemagne	◆	◆	◆
Australie	◆	●	●
Canada	◆	●	●
Danemark	■	■	■
Espagne	◆	◆	◆
États-Unis	●	●	●
Finlande	●	●	●
France	●	■	■
Hongrie	■	■	■
Irlande	●	●	●
Israël	●	●	●
Italie	●	●	■
Nouvelle-Zélande	●	●	●
Pays-Bas	●	●	●
Portugal	■	●	■
Royaume-Uni	●	●	●
Suède	■	■	■
Suisse	■	■	●
Total OCDE			
● >66%	9	11	10
◆ 33.1% to 65.9%	5	2	2
■ <33%	4	5	6
Afrique du Sud	X	X	X
Brésil	■	●	■
Colombie	◆	◆	◆
Singapour	●	●	●
Banque Mondiale	■	●	●
PNUD	●	●	●
X: Pas de réponse			

Source : Enquête 2016 de l'OCDE sur les études de cas en matière d'éclairages comportementaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539344>

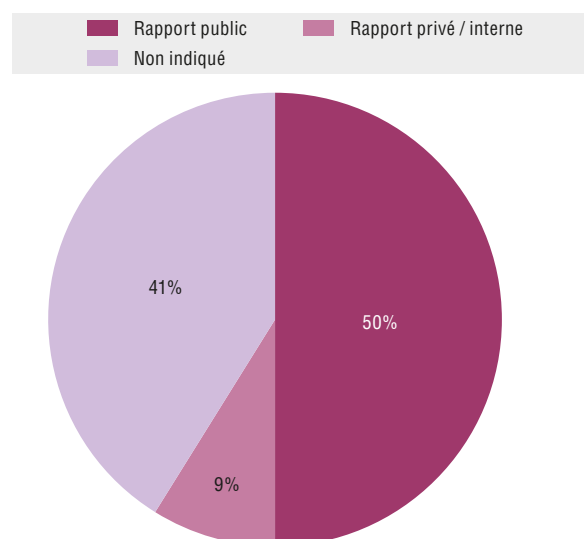
8.9. Pourcentage d'études de cas pour lesquelles les résultats expérimentaux sont évalués (2016)



Source : Enquête 2016 de l'OCDE sur les études de cas en matière d'éclairages comportementaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539363>

8.10. Mode de publication des études de cas en matière d'éclairages comportementaux (en %, 2016)



Source : Enquête 2016 de l'OCDE sur les études de cas en matière d'éclairages comportementaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933539382>



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Éclairage : Les éclairages comportementaux », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-58-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.